

SOCIÉTÉ/ÉCONOMIE

Trois chantiers pour plus d'égalité

La diffusion par Vivre Ensemble Éducation de l'analyse « L'égalité : utopie ou nécessité ?¹ » a suscité plusieurs animations d'éducation permanente. Face à la fracture sociale, les gens réfléchissent et émettent des idées, parmi lesquelles nous avons pointé trois champs d'action, qui seront développés dans la présente analyse. Ces intuitions sont-elles réalistes ? Comment les mettre en œuvre ?

Avec le soutien de



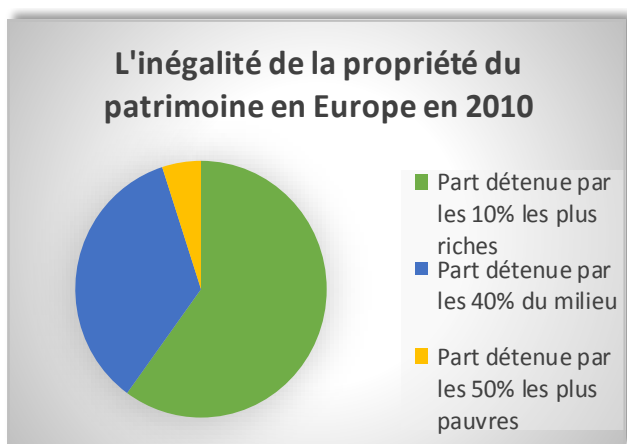
¹ Publiée en 2014 : voir <http://www.vivre-ensemble.be/L-egalite-utopie-ou-necessite>

INTRODUCTION : L'ABYSSE DES INÉGALITÉS

Aux yeux du défenseur des droits humains que fut Stéphane Hessel, les inégalités sociales constituent le « scandale majeur² » de notre époque. On ne peut que lui donner raison, à la lecture des observations du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), d'après lesquelles « **le monde est plus inégalitaire aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été depuis la Seconde Guerre mondiale.**³ »

2

Les travaux de Thomas Piketty nous permettent de mesurer la profondeur du fossé dans les pays occidentaux. Quelques constats :



- En 2010, en Europe, les 10% les plus riches détenaient 60% du patrimoine, contre seulement 5% pour la moitié de la population la plus pauvre (voir graphique ci-contre, établi sur la base des données fournies par Thomas Piketty).⁴

- Au cours des trois dernières décennies, l'inégalité de revenus s'est accrue aux États-Unis, pays si souvent cité en exemple ; ce creusement est dû en grande partie à l'augmentation des inégalités salariales et profite principalement aux 10% les plus fortunés.⁵

- Dans la plupart des pays, les femmes sont surreprésentées au sein des 50% de la population percevant les salaires les plus bas.⁶ Dans toutes les sociétés occidentales, la moitié la plus pauvre de la population ne possède quasiment aucun patrimoine.⁷ Plus on gravit la hiérarchie salariale, plus les revenus du capital prennent l'ascendant sur les revenus du travail.⁸

Face à cette réalité, les classes dites « moyennes » et « populaires » sont loin d'être unies. Au contraire, la défiance (vis-à-vis des niveaux

² HESSEL S., *Engagez-vous !*, La Tour d'Aigues, l'Aube, 2011, p. 16.

³ PNUD, résumé du rapport *L'humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement*, 2014, p. 2.

⁴ PIKETTY T., *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, « Les livres du nouveau monde », 2013, p. 391.

⁵ *Ibidem*, p. 473.

⁶ *Ibidem*, p. 403.

⁷ *Ibidem*, p. 404.

⁸ *Ibidem*, p. 475.

« inférieurs ») comme l'ambition (de « s'élever » dans la société) nourrissent les divisions.

Les inégalités ne sont pas sans conséquence. Leur impact plus ou moins direct est alarmant : concurrence à tous les niveaux, anxiété, criminalité, extrémismes, radicalisation des opinions... **La cohésion sociale et la démocratie s'en trouvent menacées** : l'actuelle percée des populismes est un symptôme de ce mal profond.

Pourtant, des études ont démontré que l'égalité est meilleure pour l'ensemble de la société.⁹ En vertu de ce principe, nombreux sont ceux qui cherchent des solutions pour résorber les écarts et promouvoir un autre modèle de société. L'éducation permanente est un instrument qui favorise cette réflexion.

Or, parmi les activités animées par Vivre Ensemble, plusieurs ont précisément porté sur ce thème : « L'égalité : utopie ou nécessité ? »¹⁰ Le foisonnement d'idées qui en a résulté vaut la peine d'être approfondi.

Dans le cadre de cette analyse, nous nous arrêterons sur quelques-unes de ces intuitions, réparties en trois champs d'action : les revenus, les mobilisations, et ce qui relève des relations interpersonnelles. Dans chacun de ces trois chapitres, nous reprendrons une idée soumise par les personnes ayant participé aux animations, avant de décoder ce que cela suppose.¹¹

1. LES REVENUS

« Il n'y a qu'une seule façon de tuer le capitalisme : des impôts, des impôts et toujours plus d'impôts. »

Karl Marx

Pour favoriser l'égalité, il faudrait des « salaires égaux » ; ce fut l'une des idées émises au cours des animations proposées par Vivre Ensemble. Précisons d'emblée qu'une égalité salariale absolue n'est sans doute pas réaliste – et pas forcément souhaitable si l'on se réfère aux dérives totalitaires des régimes qui ont tenté de l'appliquer. En matière de salaires,

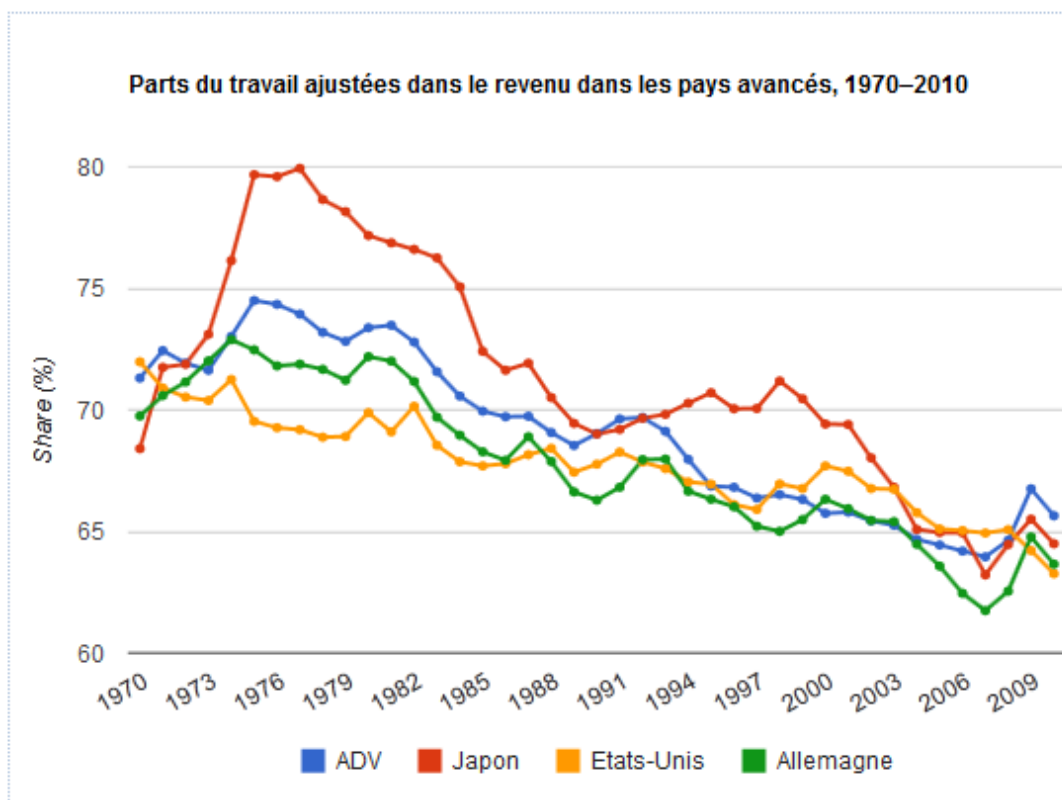
⁹ WILKINSON R. et PICKETT K., *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Paris, Les petits matins, 2013, 501 pp.

¹⁰ En référence à l'analyse du même titre, publiée par Vivre Ensemble Éducation en septembre 2014.

¹¹ Pour un aperçu global des idées émises, veuillez vous référer à l'annexe, en fin de document.

employeurs et employés s’opposent depuis la nuit des temps. Dès le 18^e siècle, Adam Smith analysait la question avec une lucidité proche du cynisme : « Les ouvriers désirent gagner le plus possible ; les maîtres, donner le moins qu’ils peuvent ; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser.¹² » Il relevait en outre que le rapport de force était clairement en faveur du patronat, notamment en vertu de la législation.

Qu’en est-il aujourd’hui ? Depuis plusieurs décennies, si l’on observe l’ensemble des richesses dans les pays avancés, on constate que **les salaires perdent du terrain**, comme le démontre le tableau ci-contre.¹³ Ce glissement ne bénéficie pas au secteur de la recherche ni à l’investissement ; il se fait **au profit de l’actionariat** (détenteur du capital).¹⁴



ADV = moyenne non pondérée de 16 pays de l’OCDE à revenu élevé (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. La République de Corée est exclue.)
 Source: Stockhammer, 2012, à partir de la base de données AMECO.

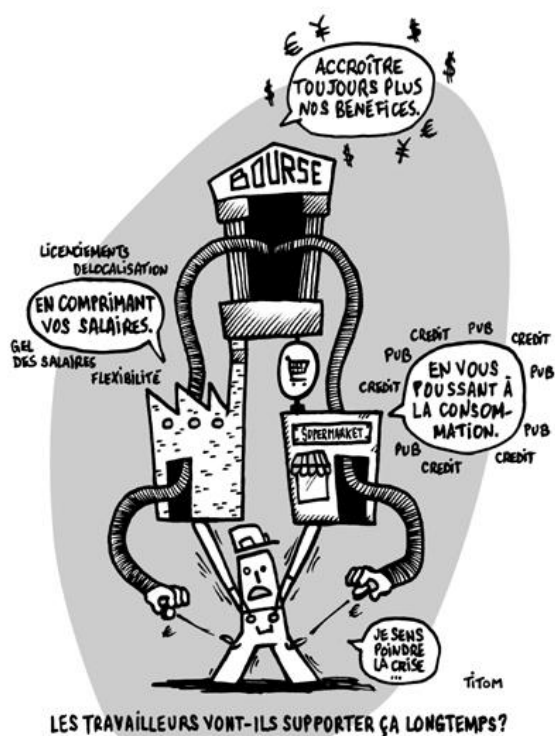
¹² SMITH A., *La richesse des nations*, « Les livres qui ont changé le monde », Paris, Flammarion, 2009, p. 54.

¹³ http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2012/charts/WCMS_194974/lang--fr/index.htm, consulté le 17.12.14.

¹⁴ LARROUTOUROU P., « Pourquoi les "indignés" ont raison », www.lemonde.fr, 24.10.11, consulté le 11.12.14.

Autre tendance : **l'écart entre la rémunération** des dirigeants d'entreprise et celle de leurs employés tend à augmenter (atteignant parfois 1 à 300) !

Ceux qui se trouvent en bas de l'échelle sont d'autant plus pénalisés que tout, dans notre société consumériste, les pousse à envier les classes « supérieures » (ou considérées comme telles).



Mais revenons-en à notre postulat : des salaires égaux pour un monde plus juste et solidaire ? Considérer les seuls salaires ne suffit pas ! Il est crucial **d'englober la totalité des revenus** (y compris du capital) si l'on souhaite les répartir plus équitablement. Concrètement, la **fiscalité** est actuellement le moyen le plus efficace pour redistribuer les richesses.

Cette recommandation, portée de longue date en Belgique par le Réseau pour la justice fiscale, n'émane pas seulement de la société civile, mais aussi d'instances telles que l'OCDE, qui voit en la « réforme des politiques fiscales et sociales [...] la manière la plus directe et la plus puissante d'accroître les effets redistributifs. » L'OCDE note qu'« il peut s'avérer nécessaire de voir si les *dispositions fiscales* en vigueur

restent optimales du point de vue de l'équité et des obligations de recettes courantes, en particulier lorsque la part de la charge fiscale globale supportée par les hauts revenus a reculé ces dernières années¹⁵ ».

Mais poursuivons notre réflexion au sujet des revenus, en nous penchant sur deux autres idées qui font leur chemin : l'allocation universelle et le revenu maximum acceptable.

a. L'allocation universelle

Philippe Van Parijs, philosophe et économiste, définit l'allocation universelle comme « un revenu qui est payé inconditionnellement à chaque membre adulte d'une société.¹⁶ » Il serait accordé à chaque individu (cohabitant ou non) et indépendant de tout autre revenu. Le montant

¹⁵ <http://www.oecd.org/fr/els/soc/49177707.pdf>, consulté le 17.12.14.

¹⁶ BOURTON W., « L'allocation universelle est un subside à l'innovation », *Le Soir*, 02.12.14, p. 21.

pourrait être plus ou moins élevé, selon que cette allocation remplace ou non l'ensemble des autres dispositifs d'assistance et d'assurance sociale. Pour Philippe Defeyt, directeur de l'Institut pour un Développement durable, allocation universelle et protection sociale peuvent coexister, l'allocation universelle servant avant tout de « soutien à l'autonomie des personnes.¹⁷ »

Disons-le d'emblée : s'il peut constituer un garde-fou contre la précarité, ce mécanisme semble **inefficace en termes de réduction des inégalités**, à moins d'être inclus dans une réforme radicale de l'emploi et de la répartition des richesses. Une allocation de base payée par l'État et financée par l'impôt pourrait n'être qu'un moyen pour l'employeur de réduire ses charges ! Certains détracteurs, dont le sociologue Mateo Alaluf, y voient même une menace pour la sécurité sociale.¹⁸ De plus, ce montant de base n'empêcherait pas les nantis d'entasser leurs richesses.

En revanche, ce socle minimal permettrait à ceux qui le souhaitent d'aménager leur temps de travail pour se consacrer à d'autres activités, non lucratives mais plus épanouissantes sur le plan humain et social, porteuses de plus-value humaine plutôt que financière.

Disposer de ce budget de base donnerait aussi plus de latitude dans le choix de l'emploi (et d'y être plus motivé). Protégés par ce filet, les travailleurs nourriraient également moins de craintes par rapport à une perte de pouvoir d'achat due à un salaire moindre ou à un licenciement – ce qui, par conséquent, réduirait les contraintes infligées aux travailleurs par souci de rentabilité et de compétitivité. **Sans ce moyen de pression, les actionnaires devraient poser un frein à leur quête effrénée de profits.** Par surcroît, les fonctions d'utilité publique se trouveraient privilégiées, au détriment de labeurs abrutissants, même si on ne fera jamais l'impasse de certains travaux pénibles, utiles au bon fonctionnement de la société.

Il reste toutefois d'autres nuances à apporter. Par exemple, l'allocation de base **ne doit pas servir de prétexte à la suppression des services sociaux complémentaires** : disposer d'un revenu ne peut en aucun cas remplacer le facteur humain, l'accompagnement, le lien social, etc. Il ne doit pas non plus faire plonger les personnes qui en bénéficieraient dans l'oisiveté ni l'inutilité, mais bien leur permettre de libérer leur créativité.

¹⁷ *Ibidem.*

¹⁸ *Ibidem.*

Le chantier de l'allocation de base ouvre donc des perspectives, mais reste totalement insuffisant s'il n'est pas inclus dans un changement structurel global.

b. Le revenu maximum acceptable

Les fortunes démesurées des plus nantis n'ont pas leur place dans une société démocratique. Elles sont **un outrage à la justice sociale** et une menace pour le vivre-ensemble. L'effet dévastateur de cette opulence est d'autant plus marqué que « la classe située au sommet définit le modèle culturel général de ce qui est prestigieux, de ce qui en impose aux autres. » Comme l'observe le journaliste Hervé Kempf, il en résulte un « gaspillage énorme, parce que la dilapidation matérielle de l'oligarchie – elle-même en proie à la compétition ostentatoire – sert d'exemple à toute la société.¹⁹ »

En réaction s'est développée l'idée de fixer un revenu maximum acceptable (RMA). Il découlerait d'un niveau maximal d'inégalité déterminé par les instances démocratiques. En fonction de cet écart maximal serait défini : 1) un seuil de revenu minimal, suffisant pour assurer la subsistance et la dignité ; et 2) un seuil de revenu maximal, plafonné à « x » fois le revenu minimal.²⁰

Pratiquement, grâce à un impôt progressif, tout revenu dépassant le plafond serait lourdement taxé, de manière à être réinjecté par l'État dans les services à la collectivité. L'alternative consiste en un reversement à une fondation, pour peu que son utilité publique soit démontrée, mais cette option paraît moins crédible au vu de l'exemple douteux montré par le milliardaire Bill Gates, qui semble considérer qu'il fait œuvre de philanthropie en promouvant les OGM (organismes génétiquement modifiés) et des entreprises aussi dévastatrices que Monsanto, sous prétexte de combattre la sous-alimentation.²¹

Les défenseurs des grosses fortunes objecteront que la richesse colossale des nantis est indispensable pour faire tourner l'économie, notamment par la consommation et l'investissement sur les marchés financiers. Toutefois, les faits ne corroborent pas cette théorie. On connaît les dégâts sociaux et environnementaux causés par la surconsommation. Quant à l'investissement, la part injectée dans l'économie réelle est dérisoire en

¹⁹ <http://mouvements.info/le-revenu-maximum-un-levier-pour-le-changement/>, consulté le 11.12.14.

²⁰ VIVERET P., « Au-delà de la richesse monétaire », *Revue du MAUSS* 2/ 2005 (n° 26), pp. 339-348.

²¹ BENEDETTO C., « Les fausses vertus des riches » dans *Contrastes*, n° 156, mai-juin 2013, pp. 7-10.

comparaison des échanges de type spéculatif. L'économiste Frédéric Lordon résume ce phénomène par cette formule-choc : « l'argent des riches ne sert à rien – qu'à s'augmenter lui-même.²² »

Mais la mise en place d'un RMA est-elle réaliste ? Oui, si l'on en croit l'histoire... des États-Unis ! Car c'est bien au pays du capitalisme roi qu'une mesure comparable a pris sa dimension la plus concrète. Sous la présidence de Franklin Roosevelt, dans les années 30, les États-Unis instaurent une fiscalité sur le revenu avec un taux d'imposition de 79% pour la tranche la plus élevée, taux qui atteint même les 94% en 1944. Dans l'après-guerre, la taxation des gros revenus est maintenue à des seuils élevés. En moyenne, entre 1932 et 1980, le taux supérieur de l'impôt sur le revenu flirte avec les 80%.²³ C'est finalement le tournant néolibéral conduit par Ronald Reagan dans les années 80 qui fait chuter ce taux d'imposition.

La période où le taux d'imposition était élevé s'est accompagnée d'un tassement des inégalités. Depuis les années 80 – depuis que la fiscalité a été revue en faveur des plus riches – les inégalités grimpent en flèche ! Bien que d'autres facteurs entrent en ligne de compte, on ne peut ignorer cette évolution.

En somme, non seulement l'idée de plafonner et de redistribuer les hauts revenus est réaliste, mais **elle aurait un impact indubitable sur les inégalités.**

Cela dit, une meilleure répartition des revenus n'est pas suffisante, dans la mesure où elle ne remet pas en cause la mécanique productiviste et la marchandisation de la société. Comme l'expliquent Thomas Coutrot, Patrick Saurin et Eric Toussaint, « nous ne pouvons pas nous contenter d'un partage plus équitable des richesses, si celles-ci sont produites par un système prédateur qui ne respecte ni les personnes ni les biens communs, et accélère sans trêve la destruction des écosystèmes.²⁴ »

²² <http://blog.mondediplo.net/2012-03-16-A-75-les-riches-partiront>, consulté le 11.12.14.

²³ *Op. cit.*, pp. 818-819.

²⁴ COUTROT T., SAURIN P. et TOUSSAINT E., « Annuler la dette ou taxer le capital : pourquoi choisir ? », 28.10.13.

2. LA MOBILISATION

« *Parfois, insurrection, c'est résurrection.* »

Victor Hugo

Dans son célèbre appel à l'indignation, Stéphane Hessel affirmait que l'indifférence est « la pire des attitudes²⁵ ». Or, l'époque actuelle est marquée par le chacun-pour-soi.

L'un des participants, lors d'une animation, insistait sur l'importance de « manifester tous ensemble » : pour cette personne, il ne s'agissait pas seulement de descendre dans la rue pour faire entendre des revendications, mais bien de s'unir, de se sentir tous impliqués. Deux semaines après cette activité, le 6 novembre 2014, avait lieu la manifestation qui rassembla plus de 100 000 personnes à Bruxelles.

Ce qui compte, en l'occurrence, n'est pas seulement l'effet de masse, mais aussi l'initiative de **se mettre ensemble pour refuser une option et en proposer d'autres**. Et de le faire en rue, c'est-à-dire **dans l'espace public**. Il ne suffit pas, comme la mode le voudrait, de *liker* des images ou de beaux slogans sur les réseaux sociaux virtuels, ni de mener des concertations à huis clos, mais bien de marcher ensemble, tout en jouant le jeu du dialogue, du débat, du face à face. Se mobiliser, c'est littéralement *se bouger* !

D'aucuns opposent aux militants qu'ils s'insurgent sans avoir de solutions concrètes à proposer. D'une part, cette affirmation n'est pas exacte : que ce soit dans les syndicats ou au sein du monde associatif, nombre de propositions sont apportées pour nourrir le débat, en s'appuyant sur des études approfondies. D'autre part, faut-il disposer d'un programme clé sur porte pour avoir le droit de s'indigner ?

La mobilisation est aussi une manière de **faire vivre la démocratie**. Certains décideurs s'offusquent des formes de protestation ou de réclamation que sont les manifestations et les grèves, prétextant qu'ils représentent la majorité des électeurs, donc que leurs décisions doivent être acceptées sans faire de remous. C'est l'une des limites de la démocratie dite *représentative*, qui confère certes une légitimité aux élus, mais le processus

²⁵ HESSEL S., *Indignez-vous !*, Montpellier, Indigènes éditions, 2010, p. 14.

ne s'arrête pas après les élections et ne dispense pas les gouvernants de débattre avec la population, en ce compris le secteur associatif... de même que celui-ci n'a pas à rester muet devant les représentants du pouvoir.

En outre, dans un système comme celui existant en Belgique, la formation du gouvernement résulte de négociations entre partis coalisés ; le programme qui en résulte ne reflète pas forcément l'avis d'une majorité des électeurs. Ceux-ci sont pénalisés par le fait qu'ils ont déjà voté (souvent plusieurs mois avant que le gouvernement n'entre en fonction) et qu'ils n'ont dès lors que peu d'espace pour faire entendre leur voix, si ce n'est en se mobilisant. Le processus démocratique devrait donc être abordé de manière *participative*, en y associant la population, selon des modalités qui restent à définir.

Enfin, la mobilisation n'est pas la chasse gardée des syndicats ; **l'associatif**, on le disait, a son rôle à jouer. Bien qu'il soit confronté, de plus en plus, à des situations de précarité, ce secteur **ne peut se contenter d'être la roue de secours d'un système** fondé sur l'accumulation des richesses entre les mains d'une minorité. Certes, une forme d'aide directe reste nécessaire pour remédier aux situations d'urgence. Mais parallèlement, ainsi que l'indique Vanessa Della Piana, formatrice au Cefoc²⁶, l'associatif a pour rôle de « dénoncer ce qui, de manière structurelle, engendre l'exclusion. Il faut sans cesse réaffirmer que la précarité et les solutions qui doivent y être apportées ne sont pas seulement l'affaire d'individus ni d'associations. Elles doivent être l'affaire de l'ensemble de la société et des acteurs qui la dirigent.²⁷ » D'où l'importance de se mobiliser, tous ensemble !

3. LES RELATIONS

« *L'homme est un animal social.* »

Aristote

Étonnamment, certaines idées échangées par les participants, dans le cadre des animations proposées par Vivre Ensemble, se sont centrées sur des attitudes relevant du simple savoir-vivre : par exemple, « connaître son voisin ».

²⁶ Centre de formation Cardijn.

²⁷ DELLA PIANA V., *Le rôle de l'associatif devant les défis de l'actualité politique*, conférence au cours de l'assemblée associative du Hainaut, organisée par Vivre Ensemble le 14.11.14.

Quel lien avec les inégalités ? Par la compétition qu'elles suscitent, celles-ci participent d'un mal-être prégnant dans la société. Mal-être qui se manifeste par la **détérioration des rapports sociaux**, au point que des personnes vivent et meurent, littéralement, dans l'isolement le plus total. Les seniors sont particulièrement vulnérables : d'après une étude à l'initiative de la Fondation Roi Baudouin, 8 % des personnes âgées de plus de 65 ans ne voient personne au moins une fois par semaine !²⁸ Beaucoup mettent volontairement fin à leurs jours, un signal d'alarme que l'on retrouve aussi chez les jeunes : le suicide est la deuxième cause de mortalité des jeunes de 15 à 24 ans. Toutes générations confondues, environ 2 000 personnes se suicident chaque année en Belgique.²⁹

Le remède proposé par la société de consommation – acquérir toujours plus de biens matériels – ne suffit pas, il alimente même le problème ! Un changement de mode de vie s'impose donc.

C'est cette volonté de changement qui a suscité l'émergence de mouvements s'inspirant du slogan « **moins de biens, plus de liens** ». Les objectifs de ces structures et les motivations des participants varient fortement, mais on peut distinguer au moins un point commun : essayer de se rassembler, de nouer du lien social.

C'est d'ailleurs une caractéristique appréciable de toute une série de groupements qui n'ont pas une finalité spécifiquement sociale : des mouvements de jeunesse aux clubs sportifs, en passant par les cercles littéraires, voire... les groupes de tricot (et pourquoi pas ?). Tout ce qui peut aider les gens à se parler, à aller à la rencontre les uns des autres, est le bienvenu pour briser la spirale de l'individualisme et de la solitude. Le tissu associatif – social – remplit également ce rôle. Il n'est pas rare d'y trouver des espaces conviviaux, pour que les gens puissent simplement s'asseoir, boire un café, bavarder...

CONCLUSION : LA BOURSE OU LA VIE ?

Jadis, les brigands de grand chemin assaillaient les passants en lançant cette formule : la bourse ou la vie ? Sacrifier ses deniers pour sauver sa peau pouvait sembler évident. Le capitalisme a suivi une autre logique : il a fait en sorte que l'argent prenne davantage de valeur que l'humain, se

²⁸ Fondation Roi Baudouin, *Vieillir mais pas tout seul*, 2012, p. 47.

²⁹ <http://www.lalibre.be/actu/sciences-sante/le-suicide-2e-cause-de-mortalite-chez-les-jeunes-51b8ded5e4b0de6db9c41d64>, consulté le 17.11.14.

fondant sur la suprématie des nantis vis-à-vis des plus démunis, creusant les inégalités, dévastant la nature même... À l'heure actuelle, avec la financiarisation, c'est l'économie casino qui prime, celle où les spéculateurs sont rois. Mais vient maintenant le temps de choisir...

La Bourse ou la vie ? Des gens se rassemblent, dans la rue, dans des groupements de tout type, pour promouvoir des idées basées sur l'égalité, la justice sociale ou encore, simplement, la convivialité. Ces gens ont fait leur choix : celui de la vie.

Les quelques pistes évoquées dans la présente analyse ne sont évidemment pas suffisantes ; elles ont toutefois le mérite d'émaner de processus participatifs. Ce que nous révèlent ces intuitions, c'est que leur concrétisation passe par différents biais : législatif, bien sûr, mais aussi citoyen, par la mobilisation et les attitudes de la vie courante.

En somme, **ce qui est en jeu, c'est un autre modèle de société**. Il faut donc développer tous les systèmes palliatifs déjà existants (philanthropie, fiscalité, réseau associatif ou autre) tout en expérimentant de nouvelles voies, afin que la résorption des inégalités – et donc, l'amélioration des relations sociales – se traduise en une autre manière de concevoir l'économie, la politique et les rapports interpersonnels.

L'humain et, plus largement, le vivant ont bien plus d'importance que leur seule utilité financière. Une poignée de main vaut plus qu'une poignée de billets ! À vrai dire, la pensée capitaliste paraît terriblement réductrice, puisque pour elle, « tout ce qui n'a pas de parité monétaire n'a pas de valeur et chaque individu est oblitéré socialement s'il n'a pas de revenu. » Ce constat, dressé par le Mouvement pour la Terre et l'Humanisme, appelle à un engagement « à contribuer au respect de toute forme de vie et au bien-être et à l'accomplissement de tous les êtres humains [en considérant] la beauté, la sobriété, l'équité, la gratitude, la compassion, la solidarité comme des valeurs indispensables à la construction d'un monde viable et vivable pour tous.³⁰ »

Renato Pinto

³⁰ *Charte internationale pour la Terre et l'Humanisme.*

Annexe

Parmi les autres idées mentionnées, certaines ont déjà été étudiées dans le cadre d'analyses de Vivre Ensemble Éducation. Citons notamment :

- Les monnaies locales : voir l'analyse « Monnaies locales : quand l'euro ne suffit plus » (2013).
- Une information accessible et transparente : voir l'analyse « La démocratie en mal d'information » (2013).
- Un enseignement plus égalitaire et de qualité : voir les analyses « Des pédagogies actives... contre les inégalités sociales à l'école » (2014) et « Éduquer au développement durable : un outil contre les inégalités sociales » (2007).
- Se mettre ensemble : voir l'analyse « Pour lutter contre la pauvreté : passer du "eux" au "nous" » (2011).
- Les initiatives citoyennes : voir l'analyse « Après la crise : la stratégie des "petits matins" » (2009).
- Voter intelligemment : voir l'analyse « La tentation populiste » (2014).



Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Exemplaires papier sur demande.
Contact : info@vivre-ensemble.be
02 227 66 80

Avec le soutien de la

